

Madagascar

Performances macroéconomiques

La croissance du PIB réel a atteint environ 5,0 % en 2018, contre 4,2 % en 2017. Le secteur agricole a connu une croissance de 4,5 % en 2018 (contre 6,6 % en 2017). Le secteur industriel, quant à lui, a connu une croissance de l'ordre de 6,7 %, tirée principalement par les textiles et la fabrication d'huiles essentielles. Malgré l'épidémie de peste du début de 2018, le secteur des services a connu une croissance de 5,4 %. La croissance de la demande globale en 2018 a été largement tirée par les investissements publics et privés dans les infrastructures (routes, aéroports, énergie et le port de Toamasina). La demande extérieure en textiles, vanille et huiles essentielles a également contribué à la croissance.

Le déficit budgétaire a été contenu à environ 2,3 % du PIB en 2018, contre 2,4 % en 2017, grâce à des mesures ciblant certaines dépenses peu prioritaires. La dette publique totale, dont 70 % proviennent de créanciers multilatéraux, est passée de 38,4 % du PIB en 2016 à 35,1 % en 2018. Selon le Fonds monétaire international, la dette publique reste viable, le risque de surendettement extérieur restant modéré. L'inflation a légèrement diminué, passant de 8,3 % en 2017 à environ 7,7 % en 2018, selon les estimations. Les réserves officielles brutes ont atteint 4,1 mois d'importations en 2018. Le déficit de la balance courante s'est détérioré pour atteindre environ 2,0 % du PIB en 2018, en raison d'une augmentation de 19 % de la valeur des importations de pétrole et de 13 % de la valeur des biens d'équipement. Les exportations sont dominées par les produits à faible valeur ajoutée, notamment les clous de girofle, la vanille et les produits miniers.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

La croissance du PIB réel devrait être de 5,4 % en 2019 et de 5,2 % en 2020. Les principaux moteurs restent les suivants : transports, énergie, travaux publics, industries

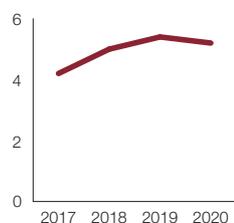
extractives et activités de la zone franche d'exportation. L'inflation devrait se stabiliser à 7,1 % en 2019 et à 6,1 % en 2020.

Madagascar possède un avantage comparatif dans certains produits de niche (girofle, litchi, vanille, fèves de cacao, café vert et huiles essentielles, e.a.) qui peuvent être facilement transformés localement avec une valeur ajoutée élevée. Une mise en œuvre efficace de la politique industrielle et du régime des zones économiques spéciales pourrait transformer ce potentiel en emplois et en croissance économique.

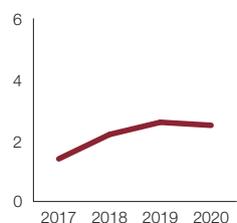
L'instabilité politique qui pourrait résulter de l'élection présidentielle de 2018 constitue le plus grand risque pour les perspectives économiques. En outre, Madagascar a peu bénéficié de son appartenance à la Commission de l'océan Indien, à la Communauté de développement de l'Afrique australe et au Marché commun de l'Afrique orientale et australe ainsi que de son statut de signataire de la zone de libre-échange continentale africaine. Comme d'autres États insulaires, il fait face aux coûts de transport élevés. Le déficit en infrastructures rend les transactions commerciales coûteuses et nuit à la compétitivité du secteur privé. Pour mieux s'intégrer au reste de l'Afrique, le pays devrait améliorer la logistique des principaux ports et aéroports, et le long des principaux corridors. Si l'application de normes et standards internationaux et la suppression des barrières non tarifaires pourraient stimuler les échanges avec les partenaires régionaux.

Madagascar est confronté à une incidence élevée de pauvreté et d'inégalités. Le taux d'accès à l'électricité, estimé à 15,2 %, est l'un des plus bas d'Afrique. L'agriculture reste traditionnelle et très vulnérable aux chocs climatiques, tels que les cyclones et la sécheresse. D'autres chocs, tels que l'épidémie de peste de 2018, la baisse des prix des matières premières ou la hausse des prix du pétrole pourraient également compromettre les perspectives du pays.

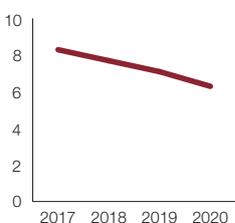
Taux de croissance du PIB réel



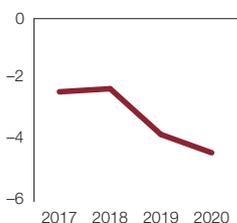
Taux de croissance du PIB réel par habitant



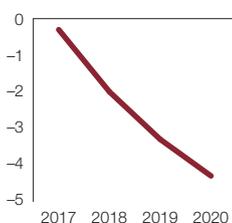
Inflation



Solde budgétaire (% du PIB)



Balance courante (% du PIB)



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.